

tion du ministère de l'agriculture et de la pêche dans le cadre de leur mission de maîtrise d'ouvrage et de maintenance du traitement Calam.

Art. 5. – Sont seuls habilités à avoir communication des informations nominatives relatives aux agents de chaque direction concernée mentionnée à l'article 1^{er} :

Les directeurs et chefs de service ainsi que les agents des services de chaque direction concernée mentionnée à l'article 1^{er} appelés à en avoir communication dans l'exercice de leur mission ;

Les usagers dépositaires des dossiers relatifs à la procédure traitée dans Calam ;

Les directeurs et chefs de service ainsi que les agents des autres services déconcentrés de l'Etat et les directeurs et chefs de service ainsi que les agents des guichets bancaires interlocuteurs de chaque direction concernée mentionnée à l'article 1^{er} intervenant dans le suivi administratif ou le traitement des dossiers de calamités agricoles, dans la limite des droits liés à leurs attributions réglementaires dans le régime des calamités agricoles ;

Le préfet du département ou de la région de chaque direction concernée mentionnée à l'article 1^{er} en tant qu'autorité hiérarchique de cette direction ;

Le directeur et le chef de service ainsi que les agents de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt de la région à laquelle appartient chaque direction concernée mentionnée à l'article 1^{er} pour des usages relevant de ses attributions réglementaires ;

Le chef du service et les agents du service central des études et enquêtes statistiques du ministère de l'agriculture et de la pêche dans le cadre de leur mission statistique ;

La directrice et les agents de la direction des affaires financières et le directeur et les agents de la direction générale de l'administration du ministère de l'agriculture et de la pêche dans le cadre de leur mission de maîtrise d'ouvrage et de maintenance du traitement Calam.

Art. 6. – Le droit d'accès prévu par le chapitre V de la loi du 6 janvier 1978 susvisée, et notamment son article 34, s'exerce auprès des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ou des directions de l'agriculture et de la forêt mentionnées à l'article 1^{er} ou auprès de la direction des affaires financières du ministère de l'agriculture et de la pêche lorsqu'elle est concernée.

Art. 7. – La directrice des affaires financières est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 mars 2002.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des affaires financières,
M. RIOU-CANALS

Arrêté du 7 mars 2002 relatif aux conditions d'importation de fruits d'agrumes dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe

NOR : AGRG0200536A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 252-5 ;
Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 1990 relatif au contrôle sanitaire des végétaux et produits végétaux, modifié par l'arrêté du 3 décembre 1991 ;

Vu le tarif douanier ;

Sur proposition de la directrice générale de l'alimentation,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Par dérogation à l'annexe VI, partie B, de l'arrêté du 3 septembre 1990 susvisé, sans préjudice de l'annexe V, partie B, de ce même arrêté, les exigences concernant l'importation des fruits d'agrumes des genres *Citrus*, *Fortunella* et leurs hybrides dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe, en ce qui concerne les mouches des fruits (Tephritidées des genres *Anastrepha*, *Bactrocera*, *Dacus*, *Ceratitis*), sont celles prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2. – Les fruits font l'objet de l'une des constatations officielles suivantes :

- ils sont originaires d'une région exempte de mouches des fruits, ou,
- aucun symptôme de la présence de mouches des fruits n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation à l'occasion d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois durant les trois mois précédant la récolte et qu'aucun fruit récolté sur le lieu de production n'a montré de symptômes de la présence de ces mêmes organismes lors d'un examen officiel approprié, ou,

- les fruits se sont révélés exempts de mouches des fruits à tous les stades de développement lors d'un examen officiel approprié effectué sur des échantillons représentatifs, ou,

- les fruits ont été soumis préalablement à leur introduction à la Guadeloupe, Guyane ou à la Martinique à un traitement par le froid ou une réfrigération rapide afin de garantir qu'ils sont indemnes de mouches des fruits. Ce traitement au froid sera effectué dans le pays d'origine sous le contrôle du service officiel et selon un protocole utilisé internationalement relatif aux mouches des fruits. Les enregistrements accompagneront les documents officiels.

Art. 3. – Les fruits sont débarrassés de leur péduncle et des feuilles.

Art. 4. – Il doit être précisé en déclaration supplémentaire sur le certificat phytosanitaire d'origine quel cas cité dans l'article 2 est respecté.

Art. 5. – La directrice générale de l'alimentation et le directeur général des douanes et droits indirects sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 mars 2002.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale de l'alimentation,
C. GESLAIN-LANÉELLE

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des douanes
et droits indirects,
A. CADIOU

Arrêté du 7 mars 2002 portant renouvellement d'un agrément prévu à l'article L. 5143-7 du code de la santé publique

NOR : AGRG0200531A

Par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 7 mars 2002, l'agrément prévu à l'article L. 5143-7 du code de la santé publique octroyé par l'arrêté du 8 mai 1978 modifié le 2 décembre 1993 à la coopérative des éleveurs de porcs du Léon et du Tréguier « LT Landivisiau », ZA du Vern, BP 56, 29401 Landivisiau, sous le numéro PH 78 014, est renouvelé pour une durée de cinq ans pour sa production porcine.

Arrêté du 7 mars 2002 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (administration centrale)

NOR : AGRA0200527A

Par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 7 mars 2002, la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard des adjoints administratifs de l'administration centrale est fixée au 22 mai 2002.

Les listes des candidats seront reçues jusqu'au 10 avril 2002.

Arrêté du 7 mars 2002 fixant la date des élections à des commissions administratives paritaires (administration centrale)

NOR : AGRA0200528A

Par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 7 mars 2002, la date des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des téléphonistes, des maîtres ouvriers et ouvriers professionnels de l'administration centrale est fixée au 22 mai 2002.

Les listes des candidats seront reçues jusqu'au 10 avril 2002 inclus.

Arrêté du 19 mars 2002 portant renouvellement d'un agrément prévu à l'article L. 5143-7 du code de la santé publique

NOR : AGRG0200645A

Par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 19 mars 2002, l'agrément prévu à l'article L. 5143-7 du code de la santé publique octroyé par arrêté du 30 août 1978, modifié le 8 novembre 2000, à la coopérative agricole de Lur Berri, Lur Berri, 64120 Aicirits, sous le numéro PH 78 034, est renouvelé, pour une durée de cinq ans, pour sa production bovine, ovine, porcine et avicole.